



Panel 7:

« La ville inclusive, quelles réalités à l'heure de la Covid-19 »

Pour le début de ce panel, le modérateur Giovanni ALLEGRETTI a tenu à faire une brève introduction sur la politique inclusive instituée durant la crise de la Covid-19. À la suite de son intervention, il a tenu à orienter le plan d'intervention des différents panélistes. Ainsi, ils devront axer leur prise de parole comme suit:

- 1- La capacité de discuter et de coordonner la vision du dispositif inclusif et participatif dans les localités où ils travaillent ;
- 2- Montrer comment l'émergence du Covid-19 a impacté l'inclusion dans leur territoire ; les nouveaux types d'exclusions recensées;
- 3- Présenter les actions positives d'engagements autonomes participatifs mises en œuvre, en vue d'aider à la bonne pratique de l'inclusion solidaire.

Après cette orientation dite par le modérateur, la parole fut donnée au Dr ANDOH Tania, Enseignant-Chercheur à l'Université Félix Houphouët-Boigny. Au cours de son exposé, elle a mis un accent sur les réalités sociologiques dans la ville d'Abidjan concernant la pandémie de Covid-19. Selon le temps et l'espace, les populations ont développé différentes stratégies pour lutter contre la pandémie.

Cependant, dès l'apparition du virus en mars 2020 en Côte d'Ivoire, on est passé d'une panique générale à une banalisation de la maladie. Elle relate que selon les quartiers et les catégories de population, les mesures barrières ne sont plus respectées. Suivant les espaces investigués à savoir l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, le marché Gouro d'Adjamé et le quartier précaire de Mossikro, le non-respect des mesures barrières est perçu au niveau des comportements des populations. Des normes ont été instituées au plan institutionnel (fermeture des écoles, des universités, des lieux publics), biomédicales (le port du masque, l'utilisation du gel hydroalcoolique...). À contrario, il y a des normes développées par les populations en déphasage avec ce que proposent ces normes institutionnelles (l'automédication, le non-port correct du masque, ...). De ces espaces investigués et des personnes consultées, il s'est développé des perceptions qui s'énumèrent comme suit :

- « le virus est inexistant du virus »,
- « la maladie a été fabriquée et elle est d'origine chinoise »,
- « c'est un montage des Etats africains pour bénéficier des ressources financières »,
- « c'est une source de business »,
- « la promiscuité entre les pouvoirs n'est pas une source d'infection »,
- « le virus ne supporte pas la chaleur »,
- « le virus n'attaque pas les pauvres »,
- « c'est une maladie qui ressemble au paludisme ou à la grippe ...»,

Pour terminer, Dr ANDOH a souligné le manque d'affluence des populations au niveau du centre de vaccination au niveau de l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody.

Au niveau de la deuxième intervention, elle a été animée par **Madame Laure DONWAHI**, Maire de Mayo. Elle a débuté son propos par une présentation

de la commune de Mayo. C'est une localité qui se trouve dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. C'est une zone à 80 % agricole et située à 380 km d'Abidjan avec une superficie estimée à 200 km². Sa population est évaluée à plus de 30 000 habitants. Pour contenir la maladie au niveau de la ville de Mayo des sensibilisations ont été menées à travers la radio et les différentes communautés. Ces sensibilisations ont porté sur le port du masque, les distanciations sociales (comme vous le savez en pays bété, les funérailles sont importants dans la société, et il fallait contenir ce rassemblement de populations, exhorter les populations à éviter les rassemblements). Les impacts au niveau de la commune ont porté sur la baisse des taxes et la réduction des actions de cohésion sociale. Pour remédier à cette situation la mairie de Mayo a développé le numérique. Cela a demandé une synergie des actions des services de la municipalité et des entités concentrées et déconcentrées. Entre la région et les communes, il y a eu des échanges pour faire face localement à cette épidémie. Pour Madame Laure DONWAHI, sa commune n'est pas suffisamment intégrée dans la notion de ville inclusive. En effet, selon elle, dans une ville inclusive, toute la population doit avoir accès à un cadre d'emploi, au transport urbain, à l'habitat social et toutes formes de discrimination sociale, doivent être bannies. Mayo étant une petite commune, pour qu'elle soit une ville inclusive, il faudra une forte implication de l'Etat parce que la mairie ne dispose pas de tous les leviers pour le développement de cette circonscription.

La troisième intervention, a été énoncée par Monsieur Yapo Jean-Jacques, Directeur Général de l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI) qui a tenu à rappeler que l'inclusion est non seulement une politique mais aussi une action participative. Revenant sur les propos de Madame Laure DOWAWI, maire de Mayo, sa commune ne pouvait pas être une ville inclusive dans l'état des actuelles choses. L'inclusion, c'est de permettre à toute les communes, grandes, moyennes et petites, de pouvoir s'exprimer et avoir accès à

toutes les politiques participatives à notre échelon. _ L'inclusion doit prendre en compte les communes quel que soit le niveau (grand, moyen, petit). Dans l'inclusion, les populations sont toutes égales et doivent être traitées de la même façon. S'il y a un service de base qui doit revenir aux populations, il faudrait que toutes les populations en bénéficient et qu'il n'y ait pas d'exclusion mais que tout soit fait dans l'égalité, l'équité afin que toutes les couches sociales aient accès au même service sur le même territoire.

Pour la quatrième et dernière intervention, celle-ci a été réalisée par Monsieur Diego Fernandez Varas représentant Annabelle Bretton (adjointe à la démocratie locale de ville de Grenoble) paneliste empêchée. Monsieur Fernandez a tenu à faire une lecture du discours qu'aurait dû prononcer Madame Bretton à ce panel. Ce discours était un partage de l'expérience de la ville de Grenoble dans l'inclusion participative à la gestion de la ville. Monsieur Fernandez a souligné d'emblée que la crise de Covid-19 a renforcé le fossé entre les dirigeants et les citoyens. Pour lui, la gestion de la crise sanitaire en France a été radicale. Durant cette période, il fut décidé le maintien de l'idée du budget participatif bien établie avant la crise. Il était nécessaire de ne pas abandonner les outils de participation notamment la participation créative bien fonctionnelle. Pendant le confinement, la ville de Grenoble a dû s'adapter pour favoriser l'inclusion participative au travers des rendez-vous où les personnes pouvaient échanger sur des problèmes et initiatives. Cependant poursuit le paneliste, des exclusions humaines et numériques sont aussi à noter. Pour pallier à ces exclusions, des dispositifs ont été mis en place au travers des lieux d'accueil pour les personnes qui n'ont pas accès à internet. Revenant sur la question du budget participatif, M. Fernandez a signifié qu'elle permettait de favoriser l'inclusion de tous les habitants de toutes les nationalités et à partir de 16 ans. En plus, de l'exemple du budget participatif, la ville de Grenoble a aussi institué des chantiers ouverts aux publics dans les quartiers populaires. En

effet, selon le panéliste, ce sont des chantiers ouverts au public, des espaces de mobilisation des habitants et des agents municipaux pour transformer le cadre de vie dans la proximité. C'est une forme de démocratie contributive, une démocratie communautaire dans lesquels se font les partages des savoirs, des connaissances et des capacités. Enfin, pour terminer, le paneliste a aussi relevé une autre forme d'inclusion sociale, les ateliers et projets où les habitants tirés au sort donnent leur préconisation sur des politiques publiques spécifiques.

Pour conclure, Monsieur Fernandez a notifié le fait que la crise sanitaire de la Covid-19 a permis de dévoiler des opportunités permettant de repenser la participation citoyenne au-delà de cette crise.

Après l'intervention des différents panelistes, des échanges avec le public présent ont été ouverts. Ainsi, l'on a pu recenser cinq (5) questions adressées aux panelistes et une (1) contribution. Dans les réponses à ces différentes questions figurent des recommandations pour une bonne mise en œuvre de la pratique de la ville inclusive au niveau de la réalité ivoirienne. Ainsi, dans sa première recommandation pour Monsieur Yapo, il faudrait que l'Etat crée une inclusion en mettant au centre des préoccupations, l'humain, et cette mise au centre de l'humain est possible si le Maire dispose de moyens suffisants. Sa deuxième recommandation sur l'environnement porte sur l'équipement des communes par l'Etat en décharges, en matériels d'enlèvements et de transports des ordures ménagères. Sa troisième recommandation porte sur le fait qu'en plus de la participation citoyenne, on tient compte de l'économie sociale solidaire qui met au cœur de son action l'être humain. En dernière recommandation, il a souligné le fait qu'il existe beaucoup d'autres questions qui demandent l'intégration de toutes les composantes de la cité pour être résolues. Ensuite la parole fut donnée à Madame le Maire de Mayo. Elle a proposé comme première recommandation, la mise en place des infrastructures

sanitaires, scolaires nécessaires pour une population de plus en plus importante dans les villes. Pour sa seconde recommandation proposée, il s'agit du fait que la société civile (ONG) joue son rôle dans la ville inclusive. Il faudrait que toutes les différentes composantes de la société intègrent le plan de gestion de la ville participative. Surtout, elle recommande l'implication des hommes dans les actions de développement de leur ville. Sa troisième recommandation a porté sur la place de nouvelles mentalités à travers l'éducation et la communication. Selon la paneliste l'humain doit prendre sa responsabilité dans la ville inclusive. Pour terminer, Madame DONWAHI a signifié le fait qu'il était nécessaire de s'adapter, prendre en compte les différences culturelles et communautaires pour être en phase avec les ODD. C'est dans cette dernière recommandation que s'inscrit la pensée de Dr ANDOH Tania pour qui dans cette inclusion, il faut tenir compte de la culture, des réalités propres à chaque société mais aussi les stratégies endogènes que chaque population développe. Elle préconise par ailleurs, les initiatives locales dans la gestion de la COVID-19.

Pour terminer ce panel, la dernière recommandation fut délivrée par Monsieur Diego Fernandez. S'appuyant sur le cas de la ville de Grenoble, le paneliste recommande une bonne mise en œuvre de la politique de ville inclusive, la prise en compte du niveau de perception de l'inclusion par les populations afin de modéliser les prévisions.